

AKTUELL



CINEMAS

Adieu Belval ?

Luc Caregari

Certains diront qu'ils l'avaient vu venir. Depuis sa création, le CinéBelval luttait pour devenir rentable et son environnement ne l'a pas vraiment aidé dans sa tâche.

Quand, en 2008, le CinéBelval a ouvert ses portes, on pouvait soit admirer le courage entrepreneurial derrière la tâche ou s'étonner de la mégalomanie qui a bien pu pousser une petite entreprise à faire un tel cinéma. Le deuxième Multiplex du pays avançait en prouesses technologiques son concurrent direct, l'Utopolis. Non seulement en nombre de sièges mais aussi en matière de technologie : le CinéBelval possède l'écran géant le plus grand du Benelux avec 220 mètres carrés et un système de comptage électronique des sièges.

Mais voilà, toutes ces avancées technologiques ne suffisaient pas à pallier les nombreux désavantages du site. Premièrement parce que Belval, même si le développement prévu par l'Agora avance selon les plans, était, est et restera encore longtemps un vaste chantier - donc difficile d'accès en voiture comme avec les transports en commun. Et puis aussi à cause de l'environnement commercial instable, des boutiques du centre commercial où le CinéBelval réside qui font faillite, des investisseurs qui se retirent... Bref, à ses débuts surtout, aller voir un film le soir au CinéBelval pouvait être une vraie aventure puisqu'on risquait de se retrouver un peu perdu sur le vaste chantier sans âme qui vive et sans café ouvert. Un autre problème du CinéBelval était sa programmation sans plus-value face à la concurrence de l'Utopia. Et surtout, elle était jusqu'à aujourd'hui essentiellement composée de Blockbusters à l'américaine. Certes, cela attire un certain public, mais peut vous séparer d'un autre qui désire voir des films de qualité artistique. Reste à ajouter que dans l'événementiel, le CinéBelval n'a fait que copier-coller les bonnes vieilles recettes de la concurrence, comme les Sneak Previews. Certes, c'est un peu la même chose à l'étranger aussi, mais pourtant, le CinéBelval n'a pas vraiment marqué les esprits pour se démarquer de la concurrence.

La conséquence était donc la démission - voulue par les principaux investisseurs, qui ne soutenaient plus l'amasement des dettes - de Raymond Massard du poste de directeur du CinéBelval, il y a quelques semaines, les rumeurs donnant pour date effective le 1er juillet. Pour comprendre ce qui s'est passé, on doit d'abord voir comment le capital est réparti. La société qui exploite le CinéBelval est la société anonyme Caramba Sud, dans laquelle Massard, par le biais de Massard Participations - une s.à.r.l. - détient 30 pour cent, le reste étant tenu par la Financière Mercure, une société civile, et Multiplan Management, une sàrl, qui sont donc les investisseurs d'une grande partie du CinéBelval. Précision utile : à côté de Caramba Sud, il existe une autre s.à.r.l. simplement nommée Caramba et dont Raymond Massard est l'unique gérant et qui assure la programmation des autres salles de cinéma. Ce sont donc les investisseurs qui ont poussé Massard vers la sortie. Mais vu qu'il détient toujours un tiers du capital, ce dernier garde pourtant le poste de président du conseil d'administration.

Pourtant, la nomination de l'artiste lorrain et chargé du développement du musée national des mines de Rumelange - et ancien du CIGL Objectif Plein Emploi d'Esch - Jean Villemain à la place de Massard peut étonner. Celui-ci n'a aucune expérience dans le domaine de l'exploitation cinématographique et ne semble - a priori - pas faire partie des investisseurs. Pourtant, selon Raymond Massard que nous avons pu joindre, cela n'aurait rien d'un mystère : « Il y avait une annonce dans les journaux pour le poste. Et parmi les candidatures - dont la plupart étaient très éloignées du profil recherché - il était celui qui se rapprochait le plus. Et puis, comme il a 59 ans, les investisseurs se sont probablement dit qu'à cet âge-là, on ne bousculerait plus vraiment la donne ».

SHORT NEWS

Keine Angaben zu Fixierungen bei Demenz

Eigentlich skandalös wie die Pflege von Demenzzkranken Personen in Luxemburg organisiert ist: So gibt es - anders als in Deutschland oder Österreich - keine gesetzlichen Vorgaben (Genehmigungs- oder Meldepflicht) bezüglich des Einsetzens von freiheitsentziehenden Maßnahmen in Alten- oder Pflegeheimen, wie Fixierungen, und demzufolge auch keine offiziellen Zahlen. Diese Angaben entstammen der rezenten parlamentarischen Antwort der Familienministerin Marie-Josée Jacobs auf eine Frage des ADR-Abgeordneten Jean Colombara. Da es sich bei Demenz-PatientInnen um unruhige Personen handelt, es relativ viel Aufwand kostet sich mit ihnen zu beschäftigen und die Stationen aber oft nicht ausreichend über Pflegekräfte verfügen, sind unkontrollierte Zugriffe und damit Missbräuche unvermeidbar. Zwar soll laut Jacobs in Luxemburg eine Reihe von internationalen Modellen, wie etwa das Heidelberger Instrument zur Lebensqualität Demenzzkranker H.I.L.D.E., Vorgaben zum Umgang mit den spezifischen Bedürfnissen von Personen mit einer Demenzerkrankung in einer Institution liefern - am rechtlichen Rahmen und an einer spezifischen Ausbildung des Pflegepersonals fehlt es trotzdem. Auch die Anzahl der Pfleger auf einer Geriatrie-Station scheint in letzter Instanz von der Heimleitung selbst entschieden zu werden: Denn in Luxemburg gibt die Pflegeversicherung individuelle, auf die Bedürfnisse der einzelnen Person bezogene Pflegepläne vor - was zur Folge hat, dass es kein universell gültiges Verhältnis von Pflegepersonal gegenüber Demenz-PatientInnen gibt. Zurzeit sollen laut dem „Rapport général sur la sécurité sociale 2010“ der „Inspection Générale de la Sécurité Sociale“ des Jahres 2010 rund 1.460 Personen, die an einer „Demenz oder einer anderen Störung der kognitiven Funktion“ erkrankt sind, in einer Institution leben. Zu hoffen bleibt, dass sie nicht vergessen werden.

Das Ende eines Modells

Im Rahmen der Reihe „Cahier économique“ des nationalen Statistikamtes STATEC legt der ehemalige „Kolléisch“-Professor Gérard Tausch eine echte Fleißarbeit vor, die sich spannender liest, als der Titel „Les mutations économiques et sociales de la société luxembourgeoise depuis la révolution française“ es erwarten lässt. In acht Kapiteln, die sich chronologisch aneinander reihen und sich entweder durch die unterschiedlichen Regime oder Phasen wirtschaftlicher Entwicklung definieren, versucht der Autor die Zusammenhänge des ökonomischen und gesellschaftlichen Umbruchs Luxemburgs zu beschreiben. Dabei wird auch deutlich, wie sehr das Land durch eigenes Zutun dazu beigetragen hat, das Modell Luxemburg zu dem zu machen, was es (noch) ist. Die Fülle an Daten, Zitaten, Verweisen sowie einigen seltenen und prägnanten Illustrationen dürfte dabei vor allem eher geschichtlich- und sozialwissenschaftlich interessierte LeserInnen begeistern. Dass bürgerliche Wirtschaftswissenschaftler in einen linken und fast marxistischen Jargon verfallen, vor allem wenn es um länger zurückliegende Epochen geht, ist nicht neu. Und so kam anlässlich der Pressevorstellung auch Pierre Bourdieu zu Ehren - als es darum ging zu erläutern wie die Luxemburger Gesellschaft des 19. Jahrhunderts es verstand die Reproduktion der Klassen durch unüberwindbare kulturelle Barrieren festzuschreiben. Da wo der Autor sich mehr in der Gegenwart bewegt, gleichen sich seine Analysen dann doch eher an die „klassische“ Wirtschaftswissenschaft an. Seine These das Luxemburger Modell sei dabei die Jugend für eine „Gesellschaft der Alten“ zu opfern, mag vor allem aus dem Mund eines emeritierten Professors uneigennützig klingen. Sie ist aber nicht neu, und klingt doch sehr nach dem von der Arbeitgeberseite geforderten Rückbau des Sozialsystems. Dass das bismarcksche Rentenmodell, das bei seiner Einführung ein Renteneinstiegalters vorsah, das über der damaligen Lebenserwartung lag, einiger Anpassungen bedarf, ist unumstritten. Doch dürfte gerade die ganzheitliche Sicht, die Tauschs Publikation stellenweise auszeichnet, auch andere Schlüsse zulassen als nur in die von vielen herbeigesehnte Kürzungsorgie zu verfallen. Das 220-seitige Werk kann für 6,80 Euro erstanden werden, lässt sich aber auch gratis über den Link www.statec.lu unter „publications“ als PDF herunterladen. Zumindest hier dürften jugendliche LeserInnen also im Vorteil sein.